

Accord sur le Brexit rejeté : que va-t-il se passer désormais ?

Article rédigé par *RT France*, le 16 janvier 2019

Source [RT France] Les députés britanniques ont rejeté, par 432 voix contre 202, l'accord de Brexit négocié par le Premier ministre Theresa May avec Bruxelles. Il reste deux mois et demi au Royaume-Uni avant la date prévue de sortie, le 29 mars.

Retrouvez le déroulé en continu du sujet via le lien suivant :

<https://francais.rt.com/international/57971-accord-sur-brexit-rejete-que-va-t-il-se-passer-desormais>

- **Mercredi 16 janvier**

- 09h22 CET

Un report de la date du 29 mars pour le Brexit est «juridiquement et techniquement possible» si les Britanniques le demandent, a assuré la ministre française chargée des affaires européennes, Nathalie Loiseau.

«Au moment où on en parle, ce n'est qu'une hypothèse, puisque madame May ne l'a jamais demandé, ni personne de son entourage», a-t-elle cependant nuancé sur la radio France Inter.

- 09h17 CET

«Jamais le risque d'un no deal n'a paru aussi élevé», a averti le négociateur en chef de l'UE pour le Brexit, Michel Barnier, devant les eurodéputés à Strasbourg, au lendemain du rejet de l'accord par le parlement britannique.

«Notre résolution reste d'éviter un tel scénario mais nous avons la responsabilité d'être lucides. C'est la raison pour laquelle, de notre côté, nous allons intensifier nos efforts pour être préparés à cette éventualité», a-t-il dit.

- **Mardi 15 janvier**

- 22h58 CET

L'Irlande a annoncé le 15 janvier au soir intensifier ses préparatifs pour un Brexit sans accord, après le rejet massif par le Parlement britannique de l'accord de sortie négocié avec Bruxelles.

«De manière regrettable, le résultat du vote de ce soir accroît le risque d'un Brexit désordonné. En conséquence, le gouvernement va continuer à intensifier des préparatifs pour un tel résultat», a déclaré dans un communiqué le gouvernement de Dublin, qui a appelé Londres à faire des propositions pour «résoudre cette impasse».

- 22h30 CET

Emmanuel Macron a réagi au rejet de l'accord, affirmant : «La pression est plutôt chez [les Britanniques].» Evoquant les trois options qui se présentent désormais aux Britanniques, le dirigeant français a tenté un parallèle, semblant vouloir dissuader les Gilets jaunes de réclamer davantage de démocratie directe. «[Le Brexit] nous dit aussi beaucoup, dans la période que nous vivons, de ce que ces référendums qui paraissent sympathiques peuvent créer», a-t-il lancé.

Il a encore jugé : «C'est un référendum qui a été manipulé, manipulé de l'extérieur par beaucoup de ce qu'on appelle aujourd'hui les infox [aussi appelées fake news], où on a dit tout et n'importe quoi et maintenant on dit : "Débrouillez-vous". Et, bilan des courses, on a menti aux gens. Et ce qu'ils ont choisi, c'est pas possible. Après, bon courage pour les représentants de la nation qui doivent mettre en œuvre un truc qui n'existe pas.»

- 22h05 CET

Theresa May, qui a exclu de démissionner, a jusqu'au 20 janvier pour annoncer un plan B qu'elle s'est engagée à venir présenter devant le Parlement.

S'exprimant à l'issue du vote des députés, Theresa May s'est dite prête à aborder les futures discussions de manière «constructive», et a réaffirmé sa volonté de voir le Royaume-Uni sortir de l'Union européenne «avec un accord» à la date prévue, le 29 mars à minuit.

21h45 CET

Le président du Conseil européen, qui représente les Etats membres de l'Union, Donald Tusk, a appelé à une «solution positive» après le rejet de l'accord par les députés britanniques.

«Si un accord est impossible, et que personne ne veut un non-accord, alors qui aura finalement le courage de dire quelle est la seule solution positive ?», a demandé Donald Tusk, premier dirigeant européen à s'exprimer après le vote, dans un tweet.

21h40 CET

Le vice-chancelier allemand Olaf Scholz a déclaré sur Twitter qu'il s'agissait d'«un jour amer pour l'Europe». «Un Brexit dur est la pire de toutes les possibilités pour l'UE, mais surtout pour le Royaume-Uni», a-t-il poursuivi.

- 21h38 CET

L'AFP a fait savoir qu'un haut responsable européen a affirmé le 15 janvier que les 27 pays restants dans l'UE allaient «rester unis».

- 21h33 CET

L'eurodéputé, ancien leader du parti UKIP et ex-chef de file des pro-Brexit Nigel Farage estime qu'«il s'agit d'un échec catastrophique du leadership de Theresa May». «Si elle a le sens de l'honneur, elle démissionnera», ajoute-t-il.